



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Crise en Chine

Xi Jinping veut remotiver ses chefs d'entreprise

Le président chinois a discuté avec des chefs d'entreprises privées, dont le célèbre patron d'Alibaba, Jack Ma, ce lundi, à Pékin. Lors de cette rencontre, il ... • (Page 08)

Afrique de l'Ouest & Madagascar

La BEI investit dans le fonds IPAE 3 pour soutenir l'entrepreneuriat

Lors de la « Journée du Groupe BEI », la Banque européenne d'investissement (BEI) et Investisseurs ... • (Page 09)

Chiffre d'affaires du groupe Maroc Telecom • (Pages 03)

Les filiales Moov Africa apportent 4,6% en 2024



Togo / Appui aux initiatives économiques des Jeunes • (Pages 04)

Déjà 9,6 milliards FCFA de crédits octroyés par le FAIEJ

Audiovisuel

Canal+ University, OIF et ESAV forment des producteurs

En réponse aux besoins de compétences des professionnels et des organismes de l'audiovisuel, CANAL+ UNIVERSITY ... • (Page 02)

Equipements agricoles

BOA-Togo accorde 3 milliards FCFA à BKG Distribution

Bank of Africa (BOA Togo) a récemment annoncé un financement de 5 millions d'euros, soit environ 3 milliards FCFA, au groupe BKG ... • (Pages 04)

Libre-échange

La CEA et la ZLECAf font progresser l'intégration commerciale

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Secrétariat de la ZLECAf annoncent le 17 février 2025, la signature d'un ... • (Page 06)

Doufelgou / Coopérative

Kpi-Fogba équipée pour un meilleur développement

La coopérative «Kpi-Fogba» de Daoura, composée des femmes spécialisées dans la transformation du beurre de karité et ses dérivés, a reçu des infrastructures ... • (Page 11)

NE COMPTEZ PLUS VOS MEGAS
OPTEZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START

Audiovisuel

Canal+ University, OIF et ESAV forment
une nouvelle génération de producteurs

(CANAL+) - En réponse aux besoins de compétences des professionnels et des organismes de l'audiovisuel, CANAL+ UNIVERSITY et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont signé un partenariat de deux ans avec l'École Supérieure des Arts Visuels de Marrakech (ESAV) pour structurer le secteur de la production audiovisuelle en Afrique subsaharienne. Ce programme permettra à quatre professionnels de bénéficier d'une formation spécialisée, renforçant ainsi les capacités locales et favorisant l'inclusion des femmes dans le secteur. L'occasion pour Grace Loubassou, Directrice des Relations Institutionnelles et Projets Sociétaux de CANAL+ INTERNATIONAL, de revenir sur les enjeux du secteur sur le continent africain.

Pouvez-vous nous expliquer l'importance de ce partenariat entre Canal+ University, l'OIF et l'ESAV pour le secteur audiovisuel en Afrique subsaharienne ?

Grace Loubassou :

Ce partenariat est une réponse directe aux besoins de structuration et de professionnalisation du secteur audiovisuel en Afrique subsaharienne. Grâce à ce partenariat avec l'OIF, nous sommes fiers de réaffirmer notre rôle de leader dans la formation des talents africains, en proposant des programmes de formation de pointe en collaboration avec l'ESAV.

Nous offrons ainsi à de jeunes



nombreux territoires. Cette réalité constitue un frein à la réalisation de productions ambitieuses sur le continent et limite l'accès aux grands fonds et festivals internationaux.

Pouvez-vous nous en dire plus sur Canal+ University et son rôle dans ce programme ?

Grace Loubassou : CANAL+ UNIVERSITY est une initiative, qui s'inscrit dans les valeurs de la Fondation Canal+, visant à renforcer les compétences des professionnels de l'audiovisuel en Afrique. Conçu comme une école itinérante, CANAL+ UNIVERSITY propose des formations adaptées aux besoins spécifiques des professionnels du secteur, en collaboration avec des institutions reconnues comme l'ESAV. Jusqu'à récemment, aucune formation spécifique de niveau international dédiée aux producteurs n'existait en Afrique, à l'exception du Master exécutif de production cinéma lancé par l'ESAV de Marrakech en 2024, qui a principalement bénéficié à de jeunes producteurs marocains. Ce partenariat entre CANAL+

UNIVERSITY et l'OIF vient donc combler un manque structurel, en offrant à de nouveaux talents d'Afrique subsaharienne une opportunité unique de professionnalisation.

En quoi ce partenariat s'inscrit-il dans la stratégie globale de Canal+ pour le développement des industries culturelles et créatives en Afrique ?

Grace Loubassou : Ce partenariat s'inscrit parfaitement dans notre stratégie globale qui vise à soutenir et à développer les talents locaux, à structurer les industries culturelles et créatives, et à promouvoir l'Afrique sur la scène internationale. Chez CANAL+, nous disposons d'une expertise reconnue dans la production audiovisuelle, que nous souhaitons mettre à disposition de l'audiovisuel africain. En accompagnant la montée en compétences des producteurs de pays d'Afrique subsaharienne à travers une formation adaptée aux besoins du marché, nous nous engageons pleinement à dynamiser une industrie audiovisuelle plus compétitive et inclusive, capable de réaliser des projets ambitieux sur la scène internationale. C'est cette vision qui guide chacune de nos actions et initiatives.

CANAL+
GROUPE



● Ce partenariat s'inscrit parfaitement dans notre stratégie globale qui vise à soutenir et à développer les talents locaux.

producteurs l'opportunité de développer des compétences essentielles pour mener à bien des projets ambitieux et compétitifs sur la scène mondiale. Si l'Afrique francophone peut aujourd'hui compter sur l'affirmation d'une jeune génération de producteurs émergents, le tissu des sociétés de production y reste encore fragile sur de

AUX DECIDEURS ...

Sur le chemin d'une
révolution verte ...

Une récente table ronde organisée à Abidjan par le Global Green Growth Institute (GGGI) et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) promeut le financement durable dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Face aux défis environnementaux et sociaux qui secouent la région, cette initiative, sous l'égide du gouvernement luxembourgeois et en partenariat avec des institutions financières de premier plan, ouvre la voie à une transformation économique résolument verte.

L'idée d'un marché spécialisé dans les obligations thématiques – vertes, sociales et durables – n'est pas anodine. Elle reflète une volonté de canaliser des investissements essentiels vers des projets qui non seulement atténuent l'impact du changement climatique, mais aussi favorisent le développement social et économique des pays membres de l'UEMOA.

En encourageant des pratiques d'investissement responsables et en renforçant la formation et l'assistance technique des acteurs du marché, cette démarche offre aux économies africaines un outil puissant pour surmonter les défis liés à la volatilité des marchés et à l'instabilité financière.

La mise en place de ce marché de capitaux spécialisé représente une opportunité non négligeable. En orientant les flux de capitaux vers des projets à fort impact environnemental et social, nous assistons à une réduction des coûts de financement et à une amélioration de la transparence sur les marchés financiers régionaux.

Les économies africaines, trop souvent dépendantes des financements externes, trouveront dans cette initiative un levier pour renforcer leur autonomie économique et encourager l'innovation au sein du secteur privé.

Ce partenariat témoigne également d'une vision collective, où l'harmonisation des cadres réglementaires et le partage de connaissances deviennent les piliers d'une intégration économique plus poussée. Dans un contexte global où la transition énergétique et la lutte contre les inégalités prennent une importance cruciale, le modèle adopté par l'UEMOA pourrait bien servir d'exemple pour d'autres régions du continent.

L'engagement des acteurs, la qualité des échanges et l'adoption de recommandations concrètes lors de cette table ronde montrent que l'UEMOA est prête à relever les défis du XXI^e siècle. En réunissant experts, régulateurs et investisseurs, nous posons les fondations d'un écosystème financier résilient, capable de stimuler une croissance inclusive et durable.

À l'heure où la planète appelle à des actions immédiates, la volonté d'intégrer les enjeux de durabilité dans les stratégies financières est non seulement opportune, mais indispensable pour garantir un avenir prospère à nos économies. Nous devons saisir cette dynamique pour construire un marché commun africain à la fois innovant, résilient et respectueux des principes du développement durable.

Cette initiative de la BRVM et du GGGI est bien plus qu'une simple opération financière ; elle est le reflet d'un engagement profond en faveur de la transformation économique de notre région. Il est temps pour l'UEMOA de se positionner comme un leader mondial du financement durable, ouvrant ainsi la voie à une Afrique plus verte et plus équitable pour les générations futures.

M.T

Image du jour



○ Remise des prix du concours Tremplin Start-up UEMOA à la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Chiffre d'affaires du groupe Maroc Telecom

Les filiales Moov Africa apportent 4,6% en 2024

Les filiales Moov Africa du groupe Maroc Telecom, ont joué un rôle déterminant dans la croissance du groupe en 2024. Avec un chiffre d'affaires en hausse de 4,6 %, une progression notable du parc clients (+8,1 %) et une contribution aux revenus globaux, elles confirment leur position stratégique sur le marché africain. En 2025, Maroc Telecom mise sur ces filiales pour consolider sa dynamique de développement.

• Joël Yanclo

Selon les résultats consolidés au 31 décembre 2024, les filiales Moov Africa, présentes dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, ont enregistré un chiffre d'affaires de 18,7 milliards de dirhams, représentant plus de 50 % des revenus totaux du groupe. Cette performance repose sur la forte progression de la Data Mobile (+15,6 %), de l'Internet Fixe (+21,1 %) et du Mobile Money (+14,4 %), des segments essentiels dans les marchés africains où la digitalisation des services connaît une accélération.

Le parc clients des filiales Moov Africa a également connu une croissance soutenue, atteignant plus de 50 millions d'abonnés, soit une hausse de 8,1 % par rapport à 2023. Cette expansion s'explique par une amélioration des infrastructures et une accessibilité accrue aux services numériques. L'essor des filiales Moov Africa traduit l'efficacité de la stratégie d'expansion régionale de Maroc Telecom. Ces filiales se positionnent aujourd'hui comme un levier de diversification



des revenus et de croissance durable pour le groupe. Le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) ajusté des filiales a progressé de 2,9 %, porté par l'augmentation du chiffre d'affaires et la rationalisation des coûts opérationnels. Les filiales contribuent ainsi activement à la rentabilité du groupe tout en renforçant sa présence sur des marchés clés, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale. Dans un environnement où la connectivité devient un enjeu majeur du développement économique et social, Moov

Africa joue un rôle central dans la transformation digitale du continent. Grâce à des investissements massifs, notamment dans le Très Haut Débit Mobile et Fixe, ces filiales répondent aux besoins croissants des populations en matière d'accès à Internet, de services financiers mobiles et de communication.

Résilience et capacité d'adaptation

Maroc Telecom clôture l'année 2024 sur une note positive avec un chiffre d'affaires

en hausse de 1,2 %, atteignant 36,7 milliards de dirhams. Le groupe Maroc Telecom confirme sa résilience et sa capacité d'adaptation dans un secteur en constante évolution. À fin 2024, le parc de clients a progressé de 4,5 %, atteignant 79,3 millions d'abonnés. Les activités du groupe ont généré un EBITDA ajusté de 19,2 milliards de dirhams, avec une marge maintenue à un niveau élevé de 52,3 %, malgré une légère baisse par rapport à l'année précédente. Le résultat net ajusté s'établit à 6,1 milliards

de dirhams, témoignant d'une stabilité financière remarquable. Le groupe poursuit ses investissements massifs, représentant 20,8 % du chiffre d'affaires, afin de renforcer ses infrastructures, développer le Très Haut Débit Fixe et Mobile et accompagner la transformation numérique de ses filiales en Afrique. Les solides performances du groupe s'expliquent par la montée en puissance des services Data Mobile (+15,6 %), Internet Fixe (+21,1 %) et Mobile Money (+14,4 %), qui deviennent des moteurs

de croissance. De plus, la maîtrise des coûts opérationnels a permis de préserver une rentabilité élevée. Dans cette dynamique, la signature de la septième convention d'investissement avec le gouvernement marocain engage Maroc Telecom à investir 10 milliards de dirhams sur trois ans pour le développement des infrastructures télécoms nationales. Ce programme vise à accélérer le déploiement du Très Haut Débit et à renforcer la connectivité du pays. Pour 2025, Maroc Telecom prévoit une poursuite de cette dynamique avec des investissements ambitieux, à hauteur de 20 % du chiffre d'affaires, pour développer davantage les infrastructures en Afrique. Le groupe entend également renforcer l'adoption des nouvelles technologies, comme l'Intelligence Artificielle, pour améliorer la qualité des services et optimiser l'expérience client. Avec des perspectives de croissance solides et une stratégie tournée vers l'innovation et l'inclusion numérique, les filiales Moov Africa s'affirment comme les piliers du développement du groupe Maroc Telecom en Afrique.

• Filiales Moov Africa
Indicateurs financiers

(IFRS en millions MAD)	T4 2023	T4 2024	Variation	Variation à change constant (1)	2023	2024	Variation	Variation à change constant (1)
Chiffre d'affaires	4 617	4 796	3,9%	6,6%	18 381	18 706	1,8%	4,6%
Dont services Mobile	4 269	4 367	2,3%	5,0%	16 971	17 084	0,7%	3,5%
EBITDA ajusté	2 009	2 112	5,1%	7,9%	8 102	8 106	0,0%	2,9%
Marge (%)	43,5%	44,0%	0,5 pt	0,5 pt	44,1%	43,3%	-0,7 pt	-0,7 pt
EBITA ajusté	1 027	1 220	18,8%	22,2%	4 408	4 397	-0,3%	2,7%
Marge (%)	22,2%	25,4%	3,2 pt	3,2 pt	24,0%	23,5%	-0,5 pt	-0,4 pt
CAPEX(2)	1 200	5 045	320,3%	328,0%	4 537	7 966	75,6%	79,6%
Dont fréquences et licences	0	3 527			0	3 549		
CAPEX/CA (hors fréquences et licences)	26,0%	31,6%	5,6 pt	5,5 pt	24,7%	23,6%	-1,1 pt	-1,1 pt
CFFO ajusté	1 159	963	-16,9%	-13,8%	3 808	3 632	-4,6%	-1,3%
Dettes Nette	8 479	10 826	27,7%	29,9%	8 479	10 826	27,7%	29,9%
Dettes Nette/EBITDA(3)	1,0x	1,2x			1,0x	1,3x		

	Unité	31/12/2023	31/12/2024	Variation
Mobile				
Parc(8)	(000)	52 233	56 376	
Mauritanie		2 242	2 507	11,8%
Burkina Faso		11 563	12 023	4,0%
Gabon		1 516	1 616	6,6%
Mali		8 351	8 236	-1,4%
Côte d'Ivoire		10 260	11 947	16,4%
Bénin		5 747	5 830	1,5%
Togo		2 862	3 133	9,5%
Niger		3 238	3 875	19,7%
Centrafrique		253	256	1,3%
Tchad		6 201	6 953	12,1%

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Togo / Appui aux initiatives économiques des Jeunes

Déjà 9,6 milliards FCFA de crédits octroyés par le FAIEJ

Le Fonds d'Appui aux initiatives économiques des Jeunes (FAIEJ) continue de jouer un rôle central dans l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, plus d'une décennie après sa création. Ce dispositif a permis, au 31 décembre 2024, de financer 6929 projets répartis dans des secteurs variés tels que l'agriculture, la transformation agro-alimentaire, l'artisanat, les technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que les énergies.

● Hélène Martelot

Avec un total de plus de 9,6 milliards FCFA de crédits octroyés, le FAIEJ a contribué à la création de 27.284 emplois durables. Ces chiffres témoignent de l'impact positif du Fonds sur l'économie locale et l'emploi des jeunes. De plus, pour renforcer la culture entrepreneuriale, le FAIEJ a formé 39.597 jeunes à l'auto-emploi, leur offrant ainsi des compétences pratiques pour réussir dans leurs projets. Le développement des incubateurs gouvernementaux, désormais opérationnels sur l'ensemble du territoire, a permis d'accélérer les programmes de formation et d'accompagnement des jeunes porteurs de projets. Ces incubateurs sont un levier important pour favoriser l'entrepreneuriat et apporter un soutien tech-



nique et financier aux jeunes entrepreneurs. En complément du FAIEJ, d'autres mécanismes, tels que l'Accès des Jeunes aux Services Financiers (AJSEF), ont été mis en place par le gouvernement pour élargir les opportunités d'accès au financement et soutenir davantage les initiatives économiques des jeunes à travers le pays. Le FAIEJ est un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et géré selon les règles de droit public. Le FAIEJ a son ancrage institutionnel auprès du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des

Jeunes (MDBAJEJ). A ce titre, le MDBAJEJ en assure la tutelle technique ; la tutelle financière du FAIEJ est du ressort du ministère chargé des finances. Le fonctionnement du FAIEJ permet d'assurer le renforcement, l'animation, la supervision du dispositif d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes en vue d'apporter des services et des produits de qualité au développement des initiatives économiques des jeunes. Son champ d'intervention couvre l'ensemble du territoire national et concerne toutes les catégories de jeunes togolais.

Equipements agricoles

BOA-Togo accorde 3 milliards FCFA à BKG distribution

Bank of Africa (BOA Togo) a récemment annoncé un financement de 5 millions d'euros, soit environ 3 milliards FCFA, au groupe BKG Distribution, spécialiste de la vente de matériels agricoles, dans le cadre d'un partenariat initié en mai 2023. L'initiative a pour objectif de faciliter l'acquisition d'équipements agricoles pour les agriculteurs togolais, dans le but de soutenir la mécanisation du secteur et de renforcer sa productivité.

● Hélène Martelot

Grâce à ce financement, BKG Distribution sera en mesure de fournir aux agriculteurs des équipements tels que des tracteurs et des moissonneuses-batteuses, tout en leur permettant de bénéficier de conditions de remboursement flexibles, sur une période de trois ans, avec des taux d'intérêt attractifs. L'initiative vise à lever les barrières financières souvent rencontrées par les agriculteurs, en leur permettant d'accéder à des équipements modernes sans avoir à avancer de fonds au départ. Ce financement s'inscrit dans la volonté de la BOA de soutenir la transformation du secteur agricole togolais et de répondre aux besoins de mécanisation du pays. Selon Bassirou Bonkoun-gou, Directeur Général du groupe BKG Distribution, l'objectif est de rendre plus



accessibles les équipements essentiels pour améliorer la productivité des agriculteurs, sans les difficultés financières liées aux investissements initiaux. De son côté, Youssef Ibrahim, Top manager de BOA-Togo, a souligné l'importance de ce mécanisme de financement, qu'il considère comme une solution rapide et simplifiée, parfaitement adaptée aux réalités du secteur agricole au Togo. En outre, la banque a fait savoir que des négociations étaient en cours pour un décaissement supplémentaire de 10 millions d'euros, afin de renforcer le

soutien à la modernisation du secteur agricole, un objectif stratégique pour les autorités togolaises. Cette initiative s'inscrit également dans le cadre des politiques publiques du Togo, qui mettent un accent particulier sur la mécanisation agricole. Les récents Centres régionaux de mécanisation agricole (CRMA) ont été créés pour faciliter l'accès aux équipements et ainsi contribuer à l'augmentation des rendements agricoles à travers le pays.

Environnement

Un forum sur l'intégration du genre dans l'action climatique

Les 11 et 12 février, la capitale togolaise a été le théâtre d'un important forum sur l'intégration du genre dans l'action climatique en Afrique de l'Ouest. Organisé par la Communauté de pratique régionale des femmes (CPF), l'événement a réuni des délégués de plusieurs pays pour réfléchir à une meilleure inclusion des femmes dans les politiques environnementales et la gouvernance climatique.

● Wilson Lawson

Sous le thème « Identifier et comprendre les opportunités pour le genre dans l'accélération des priorités climatiques nationales », le forum a permis aux participants du Ghana, de la Gambie, du Libéria et du Togo d'échanger sur les moyens de renforcer la place des femmes dans la lutte contre le changement climatique. L'accent a été mis sur leur participation à la gouvernance environnementale, leur leadership et leur engagement dans la résilience communautaire face aux défis climatiques. Lors de l'ouverture des travaux, le ministre togolais de l'Environnement et des Ressources forestières, Katari Foli-Bazi, a insisté sur la nécessité d'intégrer la dimension genre dans les stratégies climatiques : « L'intégration du genre en général et la prise en compte des femmes en particulier devront être placées au cœur de l'action gouvernementale dans le contexte d'un programme transversal qui garantit une lutte efficace contre les changements climatiques. » Le rôle des femmes dans la préservation de l'envi-



ronnement est crucial. Souvent en première ligne face aux effets du changement climatique, notamment dans les zones rurales, elles sont à la fois victimes et actrices du changement. Leur implication dans les instances de décision et l'adoption de nouvelles pratiques environnementales peuvent significativement influencer les politiques climatiques. Ce forum met en évidence la nécessité d'adopter une approche inclusive, où les femmes ne sont pas seulement des bénéficiaires, mais aussi des initiatrices de solutions durables. Le Togo s'est engagé depuis plusieurs années dans la lutte contre

le changement climatique et la protection de l'environnement. Le pays participe activement aux initiatives régionales et internationales en faveur du climat, et cet événement s'inscrit dans cette dynamique. L'objectif est de sensibiliser davantage les femmes, notamment celles en milieu rural, sur leur impact environnemental et de les encourager à adopter des comportements plus écologiques. À travers ce forum, la Communauté de pratique régionale des femmes espère poser les bases d'une intégration accrue du genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques climatiques en Afrique de l'Ouest.

Togo

L'État structure la concertation entre l'administration et les collectivités locales

Au Togo, la décentralisation poursuit sa marche avec un projet visant à créer des conférences administratives régionales (CAR) et préfectorales (CAP).

Leur mise en place a été examinée en première lecture par le gouvernement réuni en Conseil des ministres le jeudi 13 février 2025. Ces instances de coordination sont conçues pour renforcer la synergie entre l'administration centrale et les collectivités territoriales, en particulier les régions. Selon le Conseil

des ministres, les CAR et CAP permettront d'assurer une meilleure cohérence des politiques de développement



et de garantir un suivi plus rigoureux des programmes et projets étatiques. Pour rappel, le Togo compte aujourd'hui cinq régions, dirigées par des gouverneurs, elles-mêmes divisées en 39 préfetures placées sous l'autorité de préfets, et subdivisées en 117 communes, gérées par des maires.

Avec Togo First

Umoa-titres

Le Togo veut lever 15 milliards FCFA

Le Togo va boucler une nouvelle opération sur le marché des titres publics de l'Union monétaire ouest-africaine coordonné par l'agence Umoa-titres, le vendredi 21 février prochain.

Le pays ambitionne à travers une émission de Bons Assimilables du Trésor (BAT), de mobiliser 15 milliards FCFA. Ces fonds seront levés à travers des bons d'une valeur nominale de 1 million FCFA, sur une maturité de trois mois et assortis

de taux d'intérêt multiples. Ils contribueront au finan-



cement du budget 2025, qui s'établit à 2 397 milliards FCFA. En rappel, le pays a déjà mobilisé 71,5 milliards FCFA cette année, alors qu'il prévoit de collecter au total 332 milliards FCFA sur le marché financier régional.

Avec Togo First

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
» Couverture médiatique
- 
» Insertion publicitaire
- 
» Publi-reportage ...

*Accédez à notre **Site Web** et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!*

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Libre-échange

La CEA et la ZLECAf font progresser l'intégration commerciale

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Secrétariat de la ZLECAf annoncent le 17 février 2025, la signature d'un protocole d'accord pour une meilleure coopération en matière de soutien à la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La cérémonie de signature a eu lieu lors de l'Africa Business Forum (ABF 2025) à Addis-Abeba, en Ethiopie.

● Joël Yanclo

Ce nouvel ouvre la voie à une collaboration plus étroite entre les deux institutions pour faire progresser l'intégration commerciale, l'industrialisation et le développement du secteur privé à travers l'Afrique. Le protocole d'accord établit un cadre permettant à la CEA et au Secrétariat de la ZLECAf de travailler ensemble dans des domaines tels que l'accès aux marchés et facilitation des échanges pour soutenir l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce ; les chaînes de valeur industrielles et régionales pour la promotion de l'industrialisation et l'approfondissement des liens économiques entre les économies africaines ; la formation et renforcement des capacités pour renforcer les capacités institutionnelles et techniques pour mettre en œuvre les politiques de la ZLECAf ; les systèmes de douanes et de transit pour améliorer la logistique commerciale et l'efficacité transfrontalière et le développement du secteur privé pour



encourager l'engagement des entreprises dans le commerce intra-africain. Dans le cadre de ce partenariat, les deux institutions s'engagent à mener des activités conjointes de recherche, d'élaboration de politiques et d'assistance technique pour garantir que la mise en œuvre de la ZLECAf soit inclusive, efficace et bénéfique pour tous les pays africains. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, le Secrétaire exécutif de la CEA, Claver Gatete, a souligné l'importance de la collaboration, déclarant que « la mise en œuvre de la ZLECAf est une opportunité de transformation pour l'Afrique, mais son succès

dépend de partenariats institutionnels solides. Ce protocole d'accord renforce notre engagement à travailler avec le Secrétariat de la ZLECAf pour favoriser l'intégration commerciale, améliorer l'accès aux marchés et soutenir le développement économique de l'Afrique. » De même, le Secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene a souligné l'importance de l'accord. Pour lui, « ce partenariat nous permettra d'accélérer l'opérationnalisation de la ZLECAf en tirant parti de l'expertise de la CEA en matière de politique commerciale, de modélisation économique et de renforcement des capacités. Ensemble, nous pouvons créer un environnement plus favorable pour que les entreprises et les gouvernements africains puissent utiliser pleinement les avantages de la ZLECAf. La ZLECAf entend créer un marché africain unique de 1,3 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3,4 billions de dollars, ce protocole d'accord représente une étape cruciale pour libérer le plein potentiel du commerce intra-africain. Le partenariat se concentrera sur l'élaboration de programmes concrets de facilitation des échanges, de réformes politiques et d'initiatives de renforcement des capacités pour assurer une mise en œuvre sans heurts de la ZLECAf.



Maroc

Sanlam réduit sa participation au capital de Salafin

Selon l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux, Sanlam Maroc, actif sur les métiers de l'assurance vie et non vie a abaissé sa participation dans le capital de Salafin, société de crédit à la consommation, faisant ainsi chuter sa part en dessous du seuil des 10%.

Dans une opération stratégique, Sanlam Maroc a cédé 90 500 actions Salafin, à 552,50 dirhams chacune, générant 50 millions de dirhams. Cette vente, confirmée par l'Autorité marocaine du marché des capitaux (AMMC) le vendredi 14 février 2025, fait chuter la participation de l'assureur sous le seuil critique de 10%, passant à 9,62% avec 300 685 actions désormais détenues. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de Sanlam Maroc de réajuster son portefeuille et de libérer du capital pour de nouvelles opportunités d'investissement. L'opération permettra à l'assureur de poursuivre ses ventes sur Salafin au cours des six prochains mois.

Salafin : un pilier du crédit à la consommation

Burkina Faso

Les députés adoptent un nouveau cadre réglementaire de la microfinance

Réunis en séance plénière, les députés ont examiné et adopté un projet de loi ambitieux pour transformer la microfinance au Burkina Faso. Cette nouvelle réglementation introduit des réformes clés, visant à dynamiser le secteur.

Jeudi 13 février 2025, à Ouagadougou, les députés de l'Assemblée législative de Transition (ALT) ont adopté à l'unanimité le nouveau projet de loi sur la réglementation de la microfinance au Burkina Faso. Ce vote marque une avancée décisive vers une plus grande inclusion financière et une résilience économique renforcée.

Innovations du secteur de la microfinance

Le projet de loi introduit une série d'innovations majeures. Elles portent notamment sur le renforcement de la gouvernance et la supervision des établissements de microfinance. La réforme exige des compétences spécifiques aux dirigeants de ces entreprises, l'interdiction de cumul de certaines fonctions et l'incompatibilité avec des mandats ministériels ou électifs. Par ailleurs, les rôles de l'autorité de tutelle sont clarifiés. La supervision des institutions reste assurée par le ministre chargé des Finances et la Commission bancaire. Le projet de loi instaure également un capital social



Filiale du groupe BMCE Bank of Africa, Salafin est un acteur majeur du financement à la consommation au Maroc. Créée en 1997 et introduite à la Bourse de Casablanca en 2007, elle propose divers produits de crédit, notamment le crédit personnel, le crédit automobile et le crédit revolving. Dans un contexte où le crédit à la consommation représente la deuxième source d'endettement des ménages marocains, après le crédit à l'habitat, Salafin occupe une position stratégique sur

le marché. A fin juin 2024, la répartition de l'actionnariat de Salafin était la suivante : BMCE Bank of Africa détenait 61,96% des parts, Sanlam Maroc 14,15%, Sanam Holding 3,57%, RCAR 3,92%, avec un flottant en bourse de 14,41%. Le réajustement de la participation de Sanlam Maroc intervient à un moment où le marché financier marocain connaît une évolution dynamique, offrant de nouvelles perspectives pour les investisseurs et les acteurs du crédit à la consommation.

Avec Agence Ecofin



minimum pour les structures de microfinance, et rationalise leurs formes juridiques pour ne retenir que la société coopérative et la société anonyme, avec un conseil d'administration obligatoire. Outre la collecte de dépôts et les opérations de prêt, la loi ouvre la voie à la finance islamique, aux services de paiement, à l'émission de monnaie électronique, au crédit-bail et à l'affacturage. Renommée « Loi uniforme portant réglementation de la microfinance dans l'UMOA », cette réforme vise à harmoniser les pratiques au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, éliminant les confusions avec la finance décentralisée et facilitant l'intégration régionale.

Impact sur l'inclusion financière

En corrigeant les faiblesses du secteur, cette loi renfor-

cera la solidité des institutions de microfinance et améliorera leur contribution à l'inclusion financière. Elle est conçue pour optimiser la mobilisation de l'épargne et soutenir efficacement les projets économiques du Burkina Faso. Le ministre de l'Economie et des Finances, Aoubakar Nacanabo, a souligné l'importance de cette réforme : « la mise en œuvre de ces innovations dotera le Burkina Faso d'un secteur de la microfinance capable de relever les défis de résilience, d'inclusion financière et de financement de l'économie ». Ce projet de loi s'inscrit dans une série de mesures stratégiques adoptées en octobre 2024, lors d'un Conseil des ministres présidé par le président Ibrahim Traoré. Le conseil avait notamment examiné un projet de loi portant réglementation de la microfinance au Burkina Faso. Avec 47 systèmes financiers décentralisés recensés au 30 septembre 2024, le pays s'engage résolument dans une transformation de son secteur de la microfinance, ouvrant la voie à une nouvelle ère de stabilité et de croissance économique.

Avec Agence Ecofin

lundi 17 février 2025

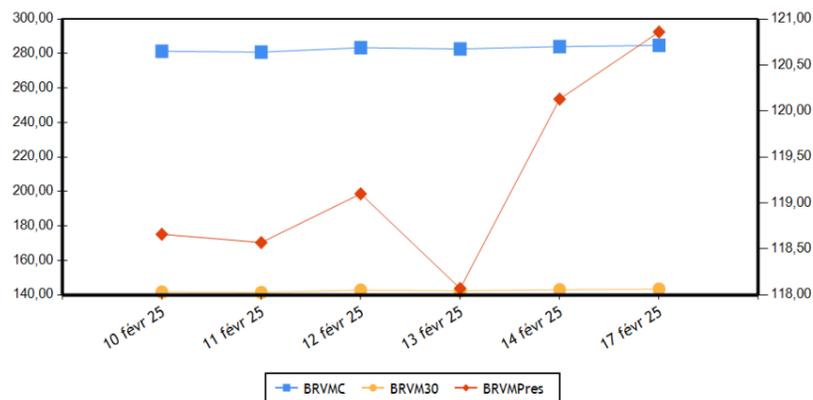
N° 33

BRVM COMPOSITE	284,72
Variation Jour	0,26 % ↑
Variation annuelle	3,15 % ↑

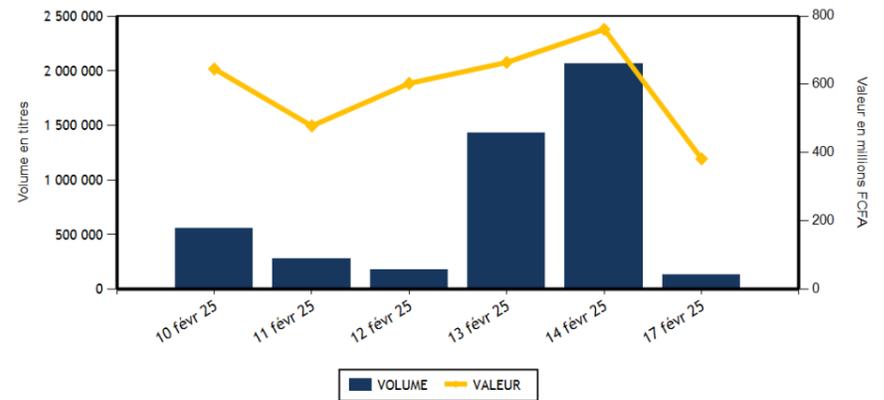
BRVM 30	143,39
Variation Jour	0,27 % ↑
Variation annuelle	3,35 % ↑

BRVM PRESTIGE	120,86
Variation Jour	0,61 % ↑
Variation annuelle	5,24 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 678 909 060 917	0,26 %
Volume échangé (Actions & Droits)	130 093	-93,69 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	379 819 424	-49,81 %
Nombre de titres transigés	45	2,27 %
Nombre de titres en hausse	19	18,75 %
Nombre de titres en baisse	14	40,00 %
Nombre de titres inchangés	12	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	805	7,33 %	3,87 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 935	6,68 %	15,33 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	16	6,67 %	0,00 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 855	5,55 %	14,20 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	8 800	4,76 %	0,06 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	120,86	0,61 %	5,24 %	28 877	205 265 000	10,67
BRVM-PRINCIPAL	37	140,78	1,45 %	1,93 %	101 216	174 554 424	11,61

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	127,56	1,33 %	8,69 %	13 367	58 984 355	18,72
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	783,00	-1,01 %	2,49 %	7 667	102 465 405	10,73
BRVM - FINANCES	15	104,37	1,76 %	2,57 %	69 158	113 333 019	7,11
BRVM - TRANSPORT	2	333,35	0,00 %	1,45 %	390	518 690	4,32
BRVM - AGRICULTURE	5	206,32	0,89 %	4,69 %	20 479	55 619 470	34,38
BRVM - DISTRIBUTION	7	349,06	2,86 %	4,11 %	18 341	48 146 150	41,20
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	678,77	-1,84 %	4,51 %	691	752 335	25,04

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,47	-1,09 %	2,47 %	5 127	91 636 415	11,02
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	98,69	0,75 %	-1,31 %	4 045	3 423 755	44,58
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	102,57	1,76 %	2,57 %	69 158	113 333 019	7,11
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	109,75	1,37 %	9,75 %	25 354	95 811 005	34,66
BRVM - INDUSTRIELS	7	103,35	0,01 %	3,35 %	5 931	9 918 560	8,05
BRVM - ENERGIE	4	103,90	2,50 %	3,90 %	17 938	54 867 680	14,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	103,05	1,40 %	3,05 %	2 540	10 828 990	10,30

Crise en Chine

Xi Jinping veut remotiver ses chefs d'entreprise

Le président chinois a discuté avec des chefs d'entreprises privées, dont le célèbre patron d'Alibaba, Jack Ma, ce lundi, à Pékin. Lors de cette rencontre, il a déclaré que les problèmes des entreprises du pays étaient « surmontables ».

L'heure du retour en grâce des entreprises privées chinoises ? Ce lundi, le président chinois Xi Jinping a tenu une réunion avec des patrons, selon un média d'État. À cette occasion, Xi Jinping a déclaré que les défis auxquels est confronté le secteur privé peuvent être surmontés. Les problèmes rencontrés par les entreprises privées sont « partiels plutôt que généraux, temporaires plutôt qu'à long terme, et surmontables plutôt qu'insolubles », a déclaré le président chinois, selon des propos rapportés par l'agence officielle chinoise Xinhua. Pour rappel, depuis son arrivée au pouvoir il y a plus de dix ans, Xi Jinping a cherché à renforcer le rôle des entreprises étatiques dans la deuxième économie mondiale et a mis en garde contre l'expansion parfois « désordonnée » du secteur privé. Mais des informations de presse la semaine dernière annonçaient une rencontre imminente entre Xi Jinping et des personnalités du monde des affaires.

Jack Ma de retour

La télévision publique CCTV a rapporté ce lundi que la rencontre s'est déroulée au Palais du Peuple de Pékin. Une vidéo montre Jack Ma debout en train d'applaudir lorsque Xi Jinping entre



dans une grande salle. Jack Ma, ex-professeur d'anglais, a fondé Alibaba en 1999 et en a fait l'une des entreprises privées les plus connues et les plus importantes de Chine. Personnalité autrefois très en vue, il a fui les projecteurs depuis l'annulation par les autorités chinoises en 2020 de l'introduction en Bourse de Ant Group, filiale d'Alibaba. Cette annulation était intervenue après ses critiques contre les régulateurs financiers. Surtout, il avait tenu il y a quelques années, en public, des propos critiquant ouvertement les régulateurs financiers. À la suite de ces remarques, il n'avait plus effectué que de rares apparitions publiques, signe d'une relation plus tendue avec les dirigeants chinois. L'invitation de Jack Ma à cette réunion semble indiquer qu'il bénéficie désormais d'une certaine réhabilitation.

Pékin tend la main à ses entreprises

Parmi les autres participants

à la réunion de ce lundi figuraient les fondateurs du géant des télécoms Huawei, Ren Zhengfei, et celui du constructeur de véhicules électriques BYD, Wang Chuanfu. Si peu d'informations ont été communiquées sur l'objectif de cette réunion, citant trois personnes au fait de la question, Reuters avait néanmoins rapporté la semaine dernière que le président chinois allait prendre part à ce symposium avec l'objectif d'encourager les chefs d'entreprise du pays à élargir leurs activités. Et ce, aussi bien au niveau local qu'international, sur fond de guerre technologique accrue entre la Chine et les États-Unis. La dernière fois qu'un symposium de premier plan du secteur privé avait été présidé par Xi Jinping était en 2018, soit six ans après son arrivée au pouvoir. Pour l'occasion, il avait promis aux entreprises des baisses d'impôts et une concurrence équitable, tout en assurant qu'elles auraient accès à des aides de Pékin. De plus, cette réunion intervient dans un contexte particulier : la Chine est confrontée à une économie en perte de vitesse, en proie à une crise immobilière, à une consommation toujours atone et à un taux de chômage élevé chez les jeunes.

(Avec agences)

Baromètre Ipsos

Les Français toujours pessimistes sur l'avenir économique du pays

Selon le baromètre Ipsos/Cesi École d'ingénieurs pour « La Tribune Dimanche », plus de huit Français sur dix se disent pessimistes sur la situation économique du pays. Le climat reste anxieux malgré le vote du budget.

Les Français ont le moral en berne. 85% d'entre eux se déclarent pessimistes quant à la situation économique du pays. Le pouvoir d'achat et l'avenir du système social continuent de figurer en tête de leurs préoccupations. Mais ils sont peu nombreux - moins de 10% - à croire à une baisse de l'inflation ainsi qu'à une amélioration du niveau de l'emploi et du pouvoir d'achat dans les mois à venir. « Ce pessimisme, il est largement partagé par les Français, quelle que soit leur classe sociale, leur génération ou leur appartenance politique », indique Mathieu Gallard, directeur d'études à Ipsos. Seulement 6% des Français s'attendent à une



baisse de la dette publique, alors que le Premier ministre en a fait une priorité. « Le vote du budget au début du mois de février a quelque peu rassuré les Français sur leur situation personnelle. Ils ont eu l'impression d'échapper au pire, note Mathieu Gallard. Mais la perception de l'économie nationale et globale, elle, reste encore très anxieuse ». Une morosité qui se fait particulièrement sentir chez les partisans du

Rassemblement national : ils sont 92% à se déclarer pessimistes, 7 points au-dessus de la moyenne. La protection de l'environnement et les crises internationales arrivent plus bas dans les préoccupations des Français, sans qu'il faille toutefois les sous-estimer : « Ce sont des facteurs qui contribuent à peser sur le moral des Français », insiste Mathieu Gallard.

Avec latribune.fr

Paris

Un bronze perdu de Camille Claudel retrouvé par hasard

Cela faisait plus de cent ans que l'œuvre — une version de «L'Âge mûr» — avait disparu. Elle a été retrouvée totalement par hasard dans un appartement inhabité.

Le dénouement d'une «incroyable découverte»: une version de «L'Âge mûr», célèbre sculpture de Camille Claudel, retrouvée par hasard dans un appartement parisien inhabité. Elle est désormais proposée aux enchères dimanche à Orléans. Découvert, caché sous un drap, lors d'un inventaire réalisé dans un appartement inhabité depuis plus de 15 ans et situé au pied de la Tour Eiffel, ce bronze est l'une des œuvres les plus mythiques de la sculptrice française Camille Claudel. Estimé entre 1,5 et 2 millions d'euros, il est proposé dimanche aux enchères par sa maison de vente, Philocale, dans une salle du conservatoire d'Orléans.

«Une qualité stupéfiante»

Matthieu Semont, commissaire-priseur qui l'a découverte le 17 septembre, avait expliqué avoir «été saisi d'émotion» lorsqu'il a «reconnu» ce bronze. Ce bronze, dont on avait perdu la trace depuis plus d'un siècle, est d'une qualité stupéfiante», a-t-il ajouté. Il a raconté être entré dans «un appartement plongé dans le noir, fermé de-



puis une quinzaine d'années, avec beaucoup de poussière», puis avoir «soulevé le linge qui recouvrait la sculpture» et «reconnu une partie de la sculpture, l'implorante (une jeune femme à genoux suppliant, ndlr), pour avoir travaillé sur cette œuvre il y a 25 ans». La sculpture représente un cycle de vie, incarné par trois personnages dont une jeune femme agenouillée, symbolisant la passion déchirante entre la sculptrice et son mentor, le célèbre Auguste Rodin, selon plusieurs historiens de l'art.

Commande avortée de l'État

Commande avortée de l'État à Camille Claudel, l'œuvre évoque aussi sa descente aux enfers après sa rupture avec le sculpteur «qui n'a jamais cessé de l'aimer et a pleuré en découvrant l'implorante chez le fondeur Eugène Blot»,

(AFP)

Trop attractifs

La France bannit définitivement les «puffs»

L'interdiction des cigarettes électroniques jetables a été approuvée par le Parlement. Une décision qui pourrait inspirer nombre de pays voisins.

Stop aux cigarettes électroniques jetables : le Parlement français a approuvé jeudi l'interdiction des «puffs», ces dispositifs en vogue notamment chez les jeunes qui sont friands de leur prix modique et leurs arômes diversifiés. Parfum menthe, glace à la fraise, pastèque ou chocolat; emballage attrayant; coût abordable, mais risque avéré de dépendance... Les «dispositifs de vapotage à usage unique», plus communément appelés «puffs», vont bientôt disparaître des lycées, collèges et rues. Après une Assemblée nationale (chambre basse) unanime la semaine dernière, le Sénat (chambre haute) a approuvé l'interdiction par un vote à main levée, point d'orgue d'un parcours de plus de deux ans au Parlement. Le rapporteur parlementaire Khalifé Khalifé (droite) a dénoncé un «marché qui cible sans vergogne les jeunes enfants avec un marketing décomplexé», quand la sénatrice écologiste Anne Souyris



a critiqué des puffs «conçus pour attirer les jeunes avec leur saveur sucrée et leur design attrayant». «C'est une étape supplémentaire vers cette génération débarrassée du tabac (...) Et c'est un ministre à la santé cardiaque précaire qui vous le dit», a salué pour le gouvernement le ministre des Relations avec le Parlement Patrick Mignola, voyant également dans ces cigarettes électroniques jetables «un véritable fléau environnemental».

En France, en Belgique et...

La France est donc en passe de devenir le deuxième pays européen, après la Belgique, à interdire leur commercialisation sur son territoire, une dynamique aussi suivie

par le Royaume-Uni qui a annoncé leur interdiction à la vente d'ici juin. Saluant une «avancée majeure», la Ligue contre le cancer a appelé dans un communiqué à «aller plus loin en interdisant les nouveaux produits et dérivés de la nicotine». Dans le détail, le texte interdit la vente et la distribution en France des dispositifs «pré-remplis avec un liquide et ne pouvant être remplis à nouveau, qu'ils disposent ou non d'une batterie rechargeable». Tout en saluant une «décision importante sur le plan de la santé publique et de l'environnement», le Comité national contre le tabagisme (CNCT) s'inquiète de «contournements déjà anticipés par les fabricants qui continuent à mettre sur le marché des cigarettes électroniques ciblant les jeunes par la multiplicité de leurs arômes et qui demeurent jetables à l'issue d'un nombre très limité de recharges», dans un communiqué transmis à l'AFP.

(AFP)

Afrique de l'Ouest & Madagascar

La BEI investit dans le nouveau fonds IPAE 3 pour soutenir l'entrepreneuriat

Lors de la « Journée du Groupe BEI », la Banque européenne d'investissement (BEI) et Investisseurs & Partenaires (I&P) ont annoncé la conclusion d'un partenariat financier de 15 millions d'euros en faveur du nouveau fonds I&P Afrique Entrepreneurs 3 (IPAE 3). La cérémonie de signature s'est déroulée en présence d'Ambroise Fayolle, Vice-Président de la BEI et de Jérémy Hajdenberg et Sébastien Boyé, Co-CEOs d'Investisseurs & Partenaires (I&P).

Il s'agit d'un fonds novateur à fort impact en Afrique, soutenant des entreprises locales à fort potentiel de croissance dans des domaines clés pour les pays concernés, tels que l'agriculture, la nutrition, la santé, l'énergie, l'eau, l'industrie ou encore les services. Les objectifs d'impact à atteindre sont clairement définis pour les entreprises africaines financées : que ce soit la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat responsable, l'autonomisation des femmes ou encore la lutte contre le changement climatique. Le Fonds devrait créer plus de 4 000 emplois directs, dont au moins 40 % seront réservés aux femmes. De plus, il sera aligné à 100 % sur les critères du 2X Challenge soutenant l'entrepreneuriat féminin.

La BEI, aux côtés de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et de PRO-



PARCO, s'engage parmi les premiers investisseurs dans ce fonds, avec l'objectif d'attirer d'autres investisseurs publics et privés. Cet engagement de la BEI vise à catalyser plus de 4.5 fois son investissement. Il marque une étape décisive dans le financement de petites et moyennes entreprises en Afrique de l'Ouest et à Madagascar, notamment dans des pays où les fonds de capital investissement éprouvent traditionnellement de grandes difficultés à investir. I&P bénéficie d'implantations locales en Côte d'Ivoire, au Ghana,

au Sénégal et à Madagascar, et couvre également des pays proches comme par exemple le Bénin ou le Togo.

« Je suis très heureux de signer ce nouvel investissement avec Investisseurs & Partenaires pour soutenir IPAE 3, un fonds innovant et à fort impact pour les entrepreneurs en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest et à Madagascar. Notre objectif est de financer et d'accompagner de jeunes entreprises, en particulier dans des pays où l'accès au financement est difficile. » a déclaré Ambroise Fayolle, Vice-Président de la

BEI. Et d'ajouter : « En agissant ainsi, nous développons également un entrepreneuriat plus responsable et féminin, nous soutenons l'emploi et le développement de futurs champions. Ce sont des axes forts de notre action concrète en Afrique avec nos partenaires de l'Equipe Europe. » « Nous sommes particulièrement fiers de poursuivre notre partenariat de long terme avec la Banque européenne d'investissement, démarré il y a maintenant près de 20 ans. En étant parmi les premiers à s'engager formellement dans IPAE 3, la BEI joue un rôle décisif dans la réussite de cette levée de fonds, aux côtés des autres acteurs qui se positionnent sur ce premier closing. Cet engagement témoigne de la confiance portée à notre approche et à notre expertise. IPAE 3 se distingue par son ambition unique : financer des entreprises performantes, responsables et innovantes qui apportent des solutions aux grands défis du continent, tout en favorisant

l'inclusion économique, en particulier celle des femmes. » a indiqué Sébastien Boyé, co-CEO d'I&P.

Ce nouveau financement vient renforcer le partenariat de grande qualité développé entre la BEI et I&P, puisqu'il s'agit de la quatrième opération financière, portant ainsi à 35,25 millions d'euros le montant du soutien cumulé apporté aux différents fonds qu'I&P levés à ce jour. Cet investissement a été financé par le Fonds fiduciaire pour les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Fonds fiduciaire ACP) avec l'appui de la Commission européenne (CE). Il s'inscrit dans la forte mobilisation

de l'Equipe Europe pour financer et accompagner les jeunes entreprises en Afrique, et plus largement dans la stratégie Global Gateway et son programme « UE-Afrique Global Gateway » pour soutenir une croissance durable et inclusive en Afrique.

Acteur clef du développement en Afrique, la BEI via BEI Monde, sa branche dédiée aux financements hors UE, a consacré près de 3 milliards 100 millions d'euros d'investissements en 2024 en soutien à des projets concrets et à fort impact pour le continent africain.



HOROSCOPE finance

Bélier Il vous sera recommandé la prudence dans la gestion de vos avoirs personnels. N'apportez de modifications dans vos placements qu'à coup sûr, et ne vous fiez pas à l'avis du premier venu. L'investissement immobilier vous sera temporairement déconseillé.

Taureau Mars en cet aspect vous incitera fermement à mettre votre comptabilité à jour. Vous seriez d'ailleurs bien inspiré de suivre ses conseils, car si vous ne le faites pas spontanément, c'est votre banquier qui finira par vous rappeler à l'ordre. La gestion n'est certes pas ce qui vous passionne le plus, mais un petit effort dans ce sens vous sera utile. Vous n'allez peut-être pas réduire vos dépenses, mais savoir où vous en êtes vous évitera quelques déboires.

Gémeaux Le secteur argent sera sans histoire. Mais vous feriez bien de ne pas céder à toutes les envies qui vont vous passer par la tête. Pour quelques natifs du troisième décan, une bonne surprise pécuniaire est probable.

Cancer Cette configuration de Saturne devrait vous aider à retrouver un bon équilibre financier. Une rentrée d'argent inattendue est même possible et vous permettra de faire une acquisition bien agréable.

Lion Vous aurez envie de faire quelques folles dépenses pour calmer vos angoisses. Vous allez probablement vous acheter des vêtements hors de prix alors qu'une garde-robe moins chère irait tout aussi bien, ou un appareil photo dernier cri dont certains perfectionnements ne vous seront guère utiles. Essayez de réprimer cette envie en la remplaçant par un petit voyage ou même tout simplement par un dîner en ville.

Vierge Vous devriez voir votre situation financière s'améliorer. Vous y verrez beaucoup plus clair et pourrez choisir les bons placements ou les bons achats. N'hésitez pas à demander aide et conseil à vos amis de toujours : ils vous souffleront de bonnes idées.

Balance Les secteurs de votre thème liés à l'argent ne seront influencés par aucune planète aujourd'hui. Votre équilibre financier ne devrait donc subir aucun changement. Ceux d'entre vous qui ont connu dernièrement quelques inquiétudes liées à des choix reposant sur des bases trop floues pourront cette fois y voir plus clair et prendre les bonnes décisions.

Scorpion Les choses se calmeront sur le front financier. Mars, qui provoquait des contretemps, cessera de vous importuner ; et Saturne, de son côté, vous incitera à vous montrer raisonnable au lieu de vous obstiner à dégarnir votre compte en banque.

Capricorne Ce ne sont pas les planètes qui risquent cette fois de menacer votre équilibre budgétaire, mais votre propre comportement. En effet, aucun astre franchement négatif n'influencera vos finances. Attention, donc, à ne pas vous jeter dans des achats "coup de coeur" dépassant vos possibilités.

Sagittaire Avec cet aspect de Neptune, vos finances passeront au premier plan de vos préoccupations. Il faut dire qu'il sera grand temps de songer à la gestion de vos comptes. D'ailleurs, si vous ne vous en souciez pas, votre banquier va finir par vous rappeler à l'ordre. Comme vous avez tendance à jouer au yoyo avec votre argent, cela va vous demander un effort. Mais ce sera utile, d'autant que le mauvais aspect de Pluton risque de vous valoir quelques déboires si vous vous êtes montré insouciant.

Verseau Bonne gestion des finances familiales. L'influence de Neptune vous sera très utile parce qu'elle vous mettra du plomb dans la cervelle. Abstenez-vous de projeter des opérations d'envergure.

Poisson Cet aspect de Neptune vous vaudra une journée très féconde sur le plan financier. Dynamique et organisé, vous saurez trouver les arguments pour convaincre votre banquier de vous accorder un prêt, ou une personne compétente de vous gratifier d'une prime quelconque.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Le Département des Services Administratifs
et Financiers (DSAF)

AVIS N°01/2025/AMI/DACM/UEMOA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET
DE CONSULTANTS EN VUE DE L'ALIGNEMENT DE LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES AU PLAN STRATEGIQUE « IMPACT 2030 » DE
LA COMMISSION DE L'UEMOA

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine envisage la réalisation d'une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA.

Trente (30) ans après sa création, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est unanimement reconnue comme un modèle d'intégration en Afrique. Des fondements clés de l'intégration sont en place (monnaie commune, pacte de convergence, tarif extérieur commun, libre circulation et droit d'établissement). Cependant, face à de nouveaux défis (emplois des jeunes, crises sécuritaires, sanitaires et sociales), la Commission, Organe exécutif de l'UEMOA, doit constamment se remettre en question et se projeter sur l'avenir.

Dans ce contexte, la Commission de l'UEMOA a pris l'initiative de la formulation d'une Vision et d'un nouveau Plan Stratégique.

En croisant deux (02) déterminants majeurs de l'avenir de l'Union, l'engagement communautaire des États membres d'une part, et le niveau de transformation structurelle des économies de l'Union d'autre part, quatre (4) scénarii ont été envisagés pour l'Union à l'horizon 2040. Il s'agit de :

- le délasement des lianes ;
- le fil du rasoir ;
- le vol des grues couronnées ;
- l'aigle majestueux.

La Commission de l'UEMOA, engagée pour l'horizon 2040 en faveur du scénario 3 : « le Vol des grues couronnées », pour lequel elle dispose des leviers d'action les plus directs et qui constituera une étape vers le scénario 4.

La vision qui lui est associée est déclinée comme suit : « L'UEMOA sera en 2040, un espace durablement paisible et prospère, dotée d'institutions fortes, catalyseur de l'intégration en Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Dans cette vision, la Commission de l'UEMOA a adopté un Plan Stratégique 2030 conçu en cinq (05) axes qui se déclinent en onze (11) Programmes.

- Un (01) axe central avec trois (03) Programmes sectoriels, pour développer les écosystèmes de production qui seront le socle et les moteurs de croissance d'une UEMOA compétitive en 2040 ;
- Trois (03) axes supports pour appuyer le développement de ces écosystèmes : un axe « Infrastructures » (3 Programmes), un axe « Développement humain et citoyenneté » (1 Programme) et un axe « Fondements de l'intégration » (3 Programmes) et ;
- Un axe « Gouvernance institutionnelle ».

Au titre de ce dernier axe, la Commission devra se réformer dans le cadre d'un Plan de transformation de vingt-quatre (24) mois qui l'aidera à mettre à niveau son système d'information, à dynamiser sa gestion des ressources humaines (RH), à fluidifier son fonctionnement et à se repositionner comme le chef d'orchestre de politiques régionales à fort impact, impliquant étroitement le secteur privé régional.

De façon plus spécifique, la fonction « ressources humaines » devra mettre en œuvre les actions relatives à l'évolution de la politique de recrutement, de la politique de gestion des carrières, de la gestion de la performance (implémentation des contrats de performance des structures et réforme du cadre d'évaluation et système de rémunération). Elle doit en outre gérer le changement (ateliers, séminaires, cadre de travail, etc.), mettre à niveau le référentiel Ressources Humaines (fiche de poste, fichier de personnel...), mettre en place un plan de formation adapté aux collaborateurs et en lien avec les nouvelles orientations du Plan Stratégique et prendre des initiatives de renforcement de la cohésion interne (séminaires, team-building, etc.).

Pour mener à bien ces actions, la Commission envisage de sélectionner un cabinet de consultants spécialisés en Gestion des Ressources Humaines pour l'appuyer dans d'alignement de la gestion des Ressources Humaines au Plan Stratégique.

OBJECTIFS DE LA MISSION

✓ Objectif général

L'objectif général de la mission est d'aligner la gestion des ressources humaines avec le Plan Stratégique "Impact 2030" de la Commission de l'UEMOA, en assurant une adéquation optimale entre les compétences et les besoins futurs de l'organisation, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique.

✓ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Mettre à jour les référentiels métiers, emplois et postes, ainsi que leurs différentes fiches et le référentiel des compétences, en lien avec le plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Proposer un plan d'action détaillé des politiques et procédures en matière de gestion des ressources humaines afin de contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Accompagner la Commission dans la mise en œuvre du plan de gestion du changement.
1. En vue de la constitution d'une liste restreinte et pour une demande de proposition ultérieure, le Président de la Commission de l'UEMOA invite les cabinets d'études à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.
 2. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
 3. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à la Commission de l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA des marchés des Organes de l'UEMOA.
 4. Les expressions d'intérêt en langue française portant la mention « Manifestations d'intérêt relative au recrutement d'un cabinet de consultant pour une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA » doivent parvenir au plus tard le **mardi 04 mars 2025 à 9 heures 30 mn**, sous pli fermé en un original et deux (02) copies à l'adresse suivante :

Commission de l'UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 - Fax : (226) 50 31 88 72

L'ouverture des plis aura lieu le même jour au siège de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessus.

1. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3- Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

2. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux :

M. Brice SIB, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 71, Email : bsib@uemoa.int
M. Ouboté TCHAPO, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 92, Email : otchapo@uemoa.int

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Lassana FOFANA



Doufelgou / Coopérative

Kpi-Fogba équipée pour un meilleur développement

La coopérative «Kpi-Fogba» de Daoura, composée des femmes spécialisées dans la transformation du beurre de karité et ses dérivés, a reçu des infrastructures et équipements de travail, le 15 février à Niamtougou, grâce au Projet d'autonomisation des femmes rurales au Togo (PAFeRT).

Ce don, financé par le ministère en charge de la Promotion de la femme, comprend un magasin, une salle de transformation, un moulin et un tricycle, facilitant ainsi l'approvisionnement, la transformation et la commercialisation des produits.

tion pour l'autonomie financière. Il a invité les bénéficiaires à prendre soin des ouvrages et des équipements afin de permettre aux générations futures d'en profiter. Le coordonnateur du PAFeRT, Adika Yawo, a rappelé que le projet vise à renforcer les capacités des coopératives féminines et à promouvoir l'alphabétisation.

Tchambi Tchapkro, et la présidente de la coopérative, Mme Bassouwa Souka, ont exprimé leur gratitude au gouvernement. Le maire a convié les membres à redoubler d'efforts afin de booster l'économie à la base.

Avec ATOP/SG/TAL/SED



Oti/ religion

L'Iman de Sansanne-mango N'biema présenté à la communauté

N'Biema Abdoul Salam a été choisi nouvel iman de la grande mosquée de Sansané-Mango, et présenté à la communauté au cours d'une cérémonie solennelle le vendredi 14 février à Mango.

N'Biema Abdoulsalam succède à El Hadj Babakan Alasani Omorou rappelé à Dieu l'année dernière. Il a été choisi parmi trois concurrents par le chef canton de Mango et roi des Anoufo, El Hadj Nambiema Tabi Zakar. Ce dernier s'est référé aux critères notamment la maîtrise du Saint Coran, la langue française, la moralité, et le leadership pour faire ce choix.



lui confère l'onction du chef canton de Mango et de toute la communauté. A l'occasion les députés El Hadj Adam Nanfamé et Noel De Poukn et d'autres personnalités ont encouragé les fidèles musulmans à collaborer avec le nouvel iman et à toujours prier pour la cohésion sociale, la paix et la sécurité dans la région des Savanes confrontée à la crise du sahel.

Le roi des Anoufo, El Hadj Nambiema Tabi Zakar a demandé à Allah d'assister cet iman dans sa nouvelle mission. L'impétrant, N'Biema Abdoul Salam a exprimé sa reconnaissance au chef canton pour le choix porté lui et promis jouer sa part pour la promotion de l'islam et pour la paix dans les Savanes et au Togo.

Avec ATOP/TT/BV/KYA

Liga MX

James Rodriguez régale déjà tout le monde au Mexique

Arrivé cet hiver au Mexique, James Rodriguez en met déjà plein la vue. L'international colombien se retape physiquement, avec en ligne de mire la Coupe du Monde 2026.

Après son passage anonyme au Rayo Vallecano, il y avait une ardoise à effacer pour James Rodriguez. Cet hiver, le Colombien a résilié son contrat avec le club espagnol pour s'offrir une pige mexicaine, au Club Leon. Un rebond, plus qu'un enterrement pour le moment. Depuis son arrivée, l'ancien joueur de Monaco, du Real Madrid ou encore du Bayern, régale, et son impact est immédiat.



que le suivant : quand James Rodriguez joue, le Club Leon ne perd pas. Et il gagne même plus qu'il ne fait de matches nuls (4 victoires et 1 nul).

La Coupe du Monde 2026 en ligne de mire

«Tous les adversaires se concentrent sur lui, ils veulent l'avoir au marquage, et ça nous offre de la liberté. C'est une arme à double tranchant : si tu le marques, tu oublies les autres joueurs, si tu le laisses libre, il te détruit avec une passe ou un but», ajoutait son

coéquipier Cádiz. En signant au Mexique, James n'est pas venu enfile des perles, ni s'offrir une pré-retraite dorée, au contraire. Le milieu offensif de 33 ans n'a jamais caché son désir de revenir au top pour la Coupe du Monde 2026, où sa sélection aura sa carte à jouer selon lui.

Avec footmercato.net

Liga

Chelsea veut voler 2 cadres au FC Barcelone !

La formation londonienne vise déjà 2 joueurs du FC Barcelone pour le prochain mercato...

Tout semble aller pour le mieux à Barcelone en ce moment. Lundi, les Catalans auront même l'occasion de s'emparer de la première place de la Liga en cas de victoire face au Rayo Vallecano, suite aux contre-performances du Real Madrid et de l'Atlético de Madrid ce week-end.



réelles de glaner au moins un titre. Dans le même temps, la direction barcelonaise travaille déjà sur le prochain mercato. Cet été, grâce au retour à la règle du 1:1 du fair-play financier de la Liga notamment, le Barça devrait avoir un peu plus de marge de manœuvre pour pouvoir re-

cruter, et espère notamment ajouter de nouvelles pièces à l'effectif en attaque et en défense. Des départs pourraient aussi se produire, à l'image d'un Frenkie de Jong dont la situation est toujours floue, à un an et demi de la fin de son contrat.

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 2 columns: 'Produits dédouanés' and 'Produits importés en 2020'. Rows include categories like 'Articles de transport en aéronautique', 'Phosphates de calcium et phosphates', 'Médicaments', etc.

Table with 2 columns: 'Produits dédouanés' and 'Produits importés en 2020'. Rows include categories like 'Energie électrique', 'Médicaments', 'Véhicules de tourisme', etc.

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

Youki
TONIC



200*
FCFA

BOUTEILLE

30cl



**À CE PRIX,
POURQUOI
SE PRIVER ?**



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC